

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, UNSA, et FSU se sont retrouvées ce jeudi 6 Décembre pour échanger sur l'actualité sociale.

Elles rappellent que, depuis des mois, face aux inégalités sociales et territoriales, elles ont réclamé des politiques publiques permettant de la justice sociale. Elles rappellent aussi que, depuis des mois, elles ont appelé le gouvernement à les écouter à travers un véritable dialogue social.

Aujourd'hui, dans un climat très dégradé, la mobilisation des gilets jaunes a permis l'expression d'une colère légitime. Le gouvernement, avec beaucoup de retard, a enfin ouvert les portes du dialogue.

Nos organisations s'y engageront, chacune avec ses propres revendications et propositions, en commun chaque fois que cela sera possible. Les sujets du pouvoir d'achat, des salaires, du logement, des transports, de la présence et de l'accessibilité des services publics, de la fiscalité doivent trouver enfin des débouchés concrets, créant les conditions sociales d'une transition écologique efficace parce que juste.

Le dialogue et l'écoute doivent retrouver leur place dans notre pays. C'est pourquoi nos organisations dénoncent toutes formes de violence dans l'expression des revendications.

La CFDT, la CGT, FO, la CFE-CGC, la CFTC, l'UNSA, la FSU appellent le gouvernement à garantir enfin de réelles négociations. Cela suppose qu'elles soient larges, ouvertes et transparentes, au niveau national comme dans les territoires.

## **LES SYNDICATS DOIVENT PRENDRE LEUR RESPONSABILITE**

L'Union syndicale Solidaires n'a pas signé aujourd'hui le texte rendu public par toutes les autres organisations syndicales à la suite d'une réunion qui s'est tenue ce matin.

Pour Solidaires il n'est pas possible :

- de décider qu'il est urgent de ne rien faire
- de s'engager dans des négociations à leur sens ouvertes par le gouvernement
- de condamner uniquement « les formes de violence dans l'expression des revendications ».

Cette déclaration des syndicats d'aujourd'hui est hors sol.

La colère sociale exprimée depuis plusieurs semaines par les gilets jaunes et les maigres reculs consentis ne peuvent être transformés en « négociations » de circonstances voulues par le gouvernement. Cette colère n'est plus canalisable par de faux semblants.

Nous avons proposé aux autres syndicats de construire rapidement une journée de grève générale pour peser dans le rapport de force et arracher des augmentations de salaire et des droits sociaux. Notre proposition est restée lettre morte.

Une posture d'unité syndicale qui n'évoque pas les violences subies par les manifestant-es depuis plusieurs années, et encore plus gravement depuis les dernières semaines, est inconcevable pour Solidaires.

Nous portons et continuerons à porter dans le champ syndical la parole de ceux et celles qui considèrent que la construction de convergence de luttes entre les lycéen-nes, retraité-es, étudiant-es, salarié-es précaires, chômeur-euses, et toutes celles et ceux qui se battent pour la justice sociale, la justice environnementale est à mener. Nous appelons dès le 8 décembre à réaliser la convergence entre alarmes climatiques et sociales en étant présent-es dans la rue. Nous appelons à amplifier les mobilisations dans les secteurs où elles sont en cours, notamment par la grève, nous sommes aux côtés de celles et ceux qui, partout aujourd'hui, exigent la justice sociale. Notre Union syndicale met à disposition son outil syndical partout où cela sera jugé utile.

**31 rue de la Grange aux  
Belles 75 010 Paris**

**Téléphone : 01 58 39 30 20  
Télécopie : 01 43 67 62 14**

**contact@solidaires.org  
www.solidaires.org**

